

Lorsqu'une entreprise mentionnée à l'article **L. 1233-87** procède à un licenciement collectif, le ou les préfets dans le ou les départements du ou des bassins d'emploi concernés apprécient si ce licenciement affecte, par son ampleur, l'équilibre de ce ou ces bassins d'emploi en tenant notamment compte du nombre et des caractéristiques des emplois susceptibles d'être supprimés, du taux de chômage et des caractéristiques socio-économiques du ou des bassins d'emploi et des effets du licenciement sur les autres entreprises de ce ou ces bassins d'emploi et le lui indiquent.

Dans ce cas, l'entreprise désigne, lorsque son siège n'est pas situé dans le ou les bassins d'emploi concernés, une personne chargée de la représenter devant le ou les préfets.

## D. 1233-46

Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le ou les préfets, dans un délai de six mois à compter de la notification prévue à l'article **L. 1233-46**, et dans les conditions et selon les modalités prévues par les articles **L. 1233-87** et **L. 1233-88**, définissent les actions mises en œuvre pour permettre le développement d'activités nouvelles et atténuer les effets de la restructuration envisagée sur les autres entreprises dans le ou les bassins d'emploi.

## D. 1233-47

Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Une convention conclue entre le ou les préfets du ou des départements intéressés et l'entreprise détermine les modalités de la participation, le cas échéant, de celle-ci aux actions mise en œuvre.

Le volume de cette participation est pris en compte pour l'attribution des aides aux actions de reclassement et de reconversion professionnelle prévues à l'article **L. 5123-1**.

## D. 1233-48

Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Au plus tard trois ans après la notification des licenciements prévue à l'article **L. 1233-46**, le ou les préfets réunissent le comité de suivi dans les conditions et selon les modalités prévues à l'article **D. 1233-42**.

### Sous-section 3 : Contrat de sécurisation professionnelle

## D. 1233-49

LOI n°2018-771 du 5 septembre 2018 - art. 45 (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

En application de l'article **L. 1233-69** du présent code, les opérateurs de compétences financent 20 % du coût pédagogique total de chacune des actions de formation prévues à l'article **L. 1233-65**, à l'exception des frais de transport, de repas et d'hébergement.

## D. 1233-50

LOI n°2018-771 du 5 septembre 2018 - art. 45 (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Lorsque l'accord-cadre mentionné à l'article **L. 6332-21** du présent code prévoit le financement des mesures prévues à l'article **L. 1233-65**, les opérateurs de compétences répondent aux appels à projet mentionnés à l'article **R. 6332-106** pour bénéficier du financement du fond paritaire de sécurisation des parcours professionnels à hauteur de 80 % du montant du coût pédagogique de chaque formation ainsi que, le cas échéant, des frais de transport, de repas et d'hébergement.

Par dérogation à l'article **D. 1233-49**, à défaut de réponse à l'appel à projet mentionné au premier alinéa, l'opérateur de compétences finance la totalité du coût pédagogique de chaque formation ainsi que, le cas échéant, les frais de transport, de repas et d'hébergement.